



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Acquisition de conteneurs de stockage pour les produits  
neufs et les déchets chimiques et toxiques des laboratoires  
du CHU pour ses sites de Gabriel Montpied et d'Estaing**

---

N° du CCAP : 24-GHTA-0082

**Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne  
Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand  
58 Rue Montalembert  
63003 CLERMONT-FERRAND**

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Durée et délais d'exécution .....	4
5 - Prix.....	4
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
5.2 - Modalités de variation des prix.....	5
6 - Garanties Financières.....	5
7 - Avance .....	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	5
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
8 - Modalités de règlement des comptes .....	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
8.3 - Délai global de paiement .....	7
8.4 - Paiement des cotraitants .....	7
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
11.1 - Vérifications .....	8
11.2 - Décision après vérification .....	8
12 - Garantie des prestations .....	8
13 - Maintenance.....	8
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard.....	9
14.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	9
15 - Assurances .....	9
16 - Résiliation du contrat.....	9
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	9
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	9
17 - Règlement des litiges et langues.....	10
18 - Dérogations.....	10

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'acquisition, la livraison et la mise en service de conteneurs de stockage pour les produits neufs et les déchets chimiques et toxiques des laboratoires du CHU pour ses sites de Gabriel Montpied et d'Estaing.

L'offre de base comprend aussi :

- ⇒ La fourniture par le candidat des prérequis techniques indispensables au pouvoir adjudicateur afin d'obtenir le permis de construire nécessaire à la création de la dalle et des aménagements techniques pour la dépose des conteneurs.
- ⇒ La formation des utilisateurs des deux sites.

Lieu(x) d'exécution :

CHU DE CLERMONT-FERRAND

**Site Gabriel Montpied**

58 rue Montalembert

63000 Clermont-Ferrand

**Site Estaing**

1 Place Lucie et Raymond Aubrac

63100 Clermont-Ferrand

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type et forme du contrat

Marché ordinaire.

## 1.4 - Conditions d'attribution des ordres de service

Les ordres de service seront notifiés par la ou les personnes habilitée(s).

Les mentions devant figurer sur chaque ordre de service sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant de la prestation ;

Seuls les ordres de service signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

**Le délai d'exécution des prestations devant tenir compte des travaux indispensables à la création de la dalle et à l'obtention d'un permis de construire, le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à 6 mois.**

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP 24-GHTA-0082) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 24-GHTA-0082) et ses annexes (plans, arrêtés préfectoraux, plan de circulation) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

Le marché est conclu à compter de la date de notification du contrat jusqu'à la fin de la durée de garantie proposée par le titulaire, qui au minimum est de 24 mois.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont ceux proposés par le titulaire dans son offre.

Les délais d'exécution du marché doivent tenir compte des travaux nécessaires à la dépose des conteneurs selon les prérequis fournis par le titulaire dans son offre et à l'obtention des permis de construire par le CHU.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## **5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement ou de ses annexes.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à la mise en service.

Les prix comprennent également la formation des utilisateurs, la fourniture de la documentation technique en un exemplaire ainsi que l'ensemble des prérequis techniques des travaux indispensables à la dépose et à la mise en service des conteneurs dans les conditions techniques et de sécurité optimales.

La fourniture de ces documents conditionne la mise en paiement de la facture.

## 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

En effet les délais d'exécution du marché doivent tenir compte des travaux nécessaires à la dépose des conteneurs et à l'obtention des permis de construire par le CHU.

Conformément à l'article R2112-11 du code de la commande publique, lorsqu'un marché est conclu à prix ferme en application de l'article R. 2112-10 :

1° le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

2° l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

### Actualisation :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix peuvent être actualisés par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :  $Cn = 100\% (010764203(n-3) / 010764203 (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur du dernier index de référence publié
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour l'actualisation est le mois d'exécution des prestations.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index 010764203 « indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.2 Réservoirs, citernes et conteneurs métalliques »

En cas de disparition de l'indice choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, l'actualisation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice ou index et le passage de l'ancien indice ou index au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice ou index choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou d'index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord par une modification de marché.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le marché s'exécute au moyen d'un ordre de service dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification au titulaire.

Adresse de livraison :

**Pour le site Gabriel Montpied**  
CHU DE CLERMONT-FERRAND  
Direction des Laboratoires  
58 Rue Montalembert  
63003 CLERMONT-FERRAND

**Pour le site Estaing**  
CHU Estaing  
Direction des Laboratoires  
1 place Lucie et Raymond Aubrac  
63100 CLERMONT-FERRAND

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

## **10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 30 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS (à l'exception du délai).

Le CHU prononcera la réception qualitative dans le délai de 1 mois à compter la mise en service des équipements objet du présent marché, accompagné de la formation de l'ensemble des utilisateurs. Un procès-verbal d'admission, sera signé des deux contractants et une copie sera envoyée au prestataire par la plateforme PLACE.

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Le délai de paiement réglementaire de 50 jours s'appliquera à compter de la signature du PV d'admission des prestations.

## **12 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 2 ans minimum dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Le candidat devra préciser la durée et le contenu de la garantie qu'il souhaite proposer pour l'ensemble de l'équipement installé.

## **13 - Maintenance**

Les prestations pourront faire l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.



## **14 - Pénalités**

### **14.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à :

500 €/jour de pénalité pour le retard dans la mise en service ;  
400 €/jour de pénalité pour le retard de formation d'un groupe d'utilisateurs.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### **14.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance**

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 200,00 € s'applique pendant la période de garantie dans les conditions prévues avec le titulaire.

## **15 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation du marché**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Dérogations**

- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services